

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1370

11 mai 2016

SOMMAIRE

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	M&G European Secured Property Holding Company S.à.r.l.
..... 65734	..... 65715
D2I S.A.	MKA - Courtier
..... 65714	..... 65716
Dakar Holdings S.C.A.	MKA Malou Knaff
..... 65739	..... 65716
Dark Management S.A.	ML Immo 1
..... 65718	..... 65716
Errimo S.à r.l. SPF	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.
..... 65751	..... 65715
Ferrero International S.A.	Motor Reinsurance Company
..... 65714	..... 65716
Fritz Meyer Lux Bauunternehmung S.à r.l.	Pine Harbour S.à r.l.
..... 65716	..... 65719
GBL Energy S.à r.l.	Quadrum Equityco S.C.A.
..... 65714	..... 65745
GCB Coal Holding S.A.	Queyras Management S.A.
..... 65714	..... 65718
Hesper Grund und Boden S.A.	Sancopia Capital No. 1 S.à r.l.
..... 65714	..... 65718
HR Communication S.A.	SapeGroup Properties S.à r.l.
..... 65714	..... 65718
Idem Luxembourg (No.8)	SapeGroup Properties S.à r.l.
..... 65715	..... 65718
Idem Luxembourg (No. 9)	Segeste S.A.
..... 65715	..... 65760
Iron Grafton S.à r.l.	Sistechemica S.A.
..... 65717	..... 65717
Jan de Rijk Luxembourg S.à.r.l.	Sonoco-Alcore S.à.r.l.
..... 65717	..... 65718
Kemaba Finance S.A.	Sonoco Asia Holding S.à r.l.
..... 65759	..... 65718
Kinetek Luxco GP S.à r.l. & Partners S.C.S.	Souf S.A.
..... 65759	..... 65716
Limpertsberg Grund und Boden S.A.	Sportpferde S.à r.l.
..... 65715	..... 65717
Lux Automatisme Sàrl	Top Gérances S.à.r.l.
..... 65715	..... 65760
Made2trade	Treveria L S.à r.l.
..... 65748	..... 65717
Martensen S.à r.l.	Tyson Global Holding Sàrl
..... 65727	..... 65760
Maycon	ULB Consult
..... 65759	..... 65760
	Vélizy Rose Investment S.à r.l.
	..... 65760

D2I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 167.868.

Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082676/9.
(160050027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Ferrero International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Findel Business Center, Complexe B.
R.C.S. Luxembourg B 60.814.

Les comptes annuels consolidés au 31 août 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082741/9.
(160049459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

GBL Energy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 143.104.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082769/9.
(160049496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

GCB Coal Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 152.902.

Le bilan au 31.12.2014 et les annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082770/9.
(160049974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Hesper Grund und Boden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 78.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082794/9.
(160049329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

HR Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 184.286.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082801/9.
(160049181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Idem Luxembourg (No.8), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 179.578.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082809/9.
(160049839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Idem Luxembourg (No. 9), Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 183.960.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082811/9.
(160049966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Limpertsberg Grund und Boden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 10, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 80.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082954/9.
(160049580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Lux Automatismes Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3562 Dudelange, 21, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 163.527.

Les comptes annuels au 31/12/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082960/9.
(160050148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place François-Joseph Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 10.700.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082964/9.
(160049125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

M&G European Secured Property Holding Company S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, rue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 193.079.

Le Bilan au 30 septembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016082965/9.
(160049020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Motor Reinsurance Company, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 103.659.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016082983/9.

(160049791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

MKA - Courtier, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 161.900.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083004/9.

(160049428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

MKA Malou Knaff, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 22, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 81.381.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083005/9.

(160049427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

ML Immo 1, Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.

R.C.S. Luxembourg B 167.204.

Le Bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083006/9.

(160048999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Souf S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon Ier.

R.C.S. Luxembourg B 104.940.

Les comptes annuels au 16 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083135/9.

(160050087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Fritz Meyer Lux Bauunternehmung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 146.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083544/9.

(160050668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Sportpferde S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6689 Mertert, 13, Fausermillen.
R.C.S. Luxembourg B 192.837.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2016.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2016084465/12.

(160051691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Sistechemica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 140.422.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 janvier 2016.
Signature

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2016084484/12.

(160051347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Treveria L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 132.543.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016083902/10.

(160050547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Jan de Rijk Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 43.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS FAS

Référence de publication: 2016083655/10.

(160050545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Iron Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.925,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg B 187.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mars 2016.

Référence de publication: 2016083636/10.

(160050818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

**Queyras Management S.A., Société Anonyme,
(anc. Dark Management S.A.).**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 187.987.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084414/9.
(160051646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Sancopia Capital No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 75.760,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 168.547.

—
Les comptes annuels au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084434/9.
(160051412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

SapeGroup Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 167.453.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084436/9.
(160051397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

SapeGroup Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 167.453.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084437/9.
(160051406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Sonoco Asia Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9657 Harlange, 7B, rue de Bettlange.
R.C.S. Luxembourg B 150.518.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084461/9.
(160051706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Sonoco-Alcore S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9657 Harlange, 7B, rue de Bettlange.
R.C.S. Luxembourg B 101.279.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084462/9.
(160051707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Pine Harbour S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.000.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 152.756.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-third day of December, before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

There appears,

Bank of America, National Association, a national banking association organized under the federal laws of the United States of America (the Sole Shareholder),

represented by the law firm Allen & Overy, société en commandite simple, registered on list V of the Luxembourg bar, itself represented by Simon Joly, lawyer, all with professional address at 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney from the Sole Shareholder, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds 8,000,000 (eight million) class A ordinary shares (the Class A Shares), 1,110,000 (one million one hundred and ten thousand) class B ordinary shares (the Class B Shares) and 3,100,000 (three million one hundred thousand) class D preferred shares (the Class D Shares), with a nominal value of GBP 1 (one pound) each, representing the entire share capital of Pine Harbour S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 33, rue du Puits Romain, L - 8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 152.756 (the Company). The Company was incorporated on 31 March 2010 pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary then residing in Esch-sur-Alzette, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations N°1220 of 10 June 2010. The articles of association of the Company (the Articles) were amended several times and for the last time on 21 December 2015 pursuant to a deed of Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with Article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

(1) Reduction of the share capital of the Company by an amount of GBP 11,210,000 (eleven million two hundred and ten thousand pounds) to bring it from its current amount of GBP 12,210,000 (twelve million two hundred and ten thousand pounds) to an amount of GBP 1,000,000 (one million pounds) by way of the cancellation of all the Class B Shares, all the Class D shares and 7,000,000 (seven million) Class A Shares (the Cancelled Shares) and the repayment to the Sole Shareholder of (i) the aggregate nominal value of the Cancelled Shares and (ii) share premium in an aggregate amount of GBP 4,260,689,000;

(2) Approval of the related reduction of the legal reserve of the Company down to GBP 100,000 and the reallocation of GBP 1,321,000 out of the legal reserve to the retained earnings of the Company;

(3) Conversion of all the shares in the Company into ordinary shares;

(4) full restatement of the articles of association of the Company to reflect, inter alia, the cancellation of the Cancelled Shares referred to under item (1) above; and

(5) Miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of GBP 11,210,000 (eleven million two hundred and ten thousand pounds) in order to bring the share capital of the Company from its current amount of GBP 12,210,000 (twelve million two hundred and ten thousand pounds) to GBP 1,000,000 (one million pounds) by way of the cancellation of the Cancelled Shares and the repayment to the Sole Shareholder of (i) the aggregate nominal value of the Cancelled Shares and (ii) share premium in an aggregate amount of GBP 4,260,689,000 as follows:

(i) GBP 54,899,000 with respect to the cancelled Class A Shares;

(ii) GBP 1,108,890,000 with respect to the cancelled Class B Shares; and

(iii) GBP 3,096,900,000 with respect to the cancelled Class D Shares.

Second resolution

Following the reduction of the share capital of the Company, the Sole Shareholder resolves to approve the related reduction of the legal reserve of the Company down to GBP 100,000 and the reallocation of GBP 1,321,000 out of the legal reserve to the retained earnings of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to convert all the shares in the Company into ordinary shares.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles to reflect, inter alia, the cancellation of the Cancelled Shares referred to in the first resolution, so that they shall from now on read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Pine Harbour S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Luxembourg and foreign companies, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

3.2 The Company may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time, to acquire, invest in and dispose of any kinds of property, tangible and intangible, movable and immovable, and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, acquisition, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise and to develop them. The Company may receive or grant licenses on intellectual property rights.

3.3 The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt securities in registered form and subject to transfer restrictions. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or affiliated companies.

3.4 The Company may give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations and the obligations of companies in which the Company has a direct or indirect participation or interest and to companies which form part of the same group of companies as the Company and it may grant any assistance to such companies, including, but not limited to, assistance in the management and the development of such companies and their portfolio, financial assistance, loans, advances or guarantees. It may pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

3.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, personal and real estate operations, which are directly or indirectly connected with its corporate object or which may favour its development and do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

3.6 The Company shall not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered in the Grand Duchy of Luxembourg as a regulated activity of the financial sector.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting its sole shareholder.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at GBP 1,000,000 (one million pounds) represented by 1,000,000 (one million) shares each in registered form, each with a nominal value of GBP 1 (one pound), each subscribed and fully paid-up, and each with such rights and obligations as set out in the Articles (the Shares).

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.3. The sole shareholder may contribute Capital Surplus to the Company and except, as set out in these Articles, amounts so contributed shall be freely distributable. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the sole shareholder to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

Art. 6. Shares.

6.1. The Company will not have more than one shareholder.

Except as otherwise provided in these Articles, each Share confers the right to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. A transfer of Shares will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.3. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by the sole shareholder.

6.4. In the course of any given financial year, the Company may redeem any Shares within the limits provided by the Law.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or several managers appointed by a resolution of the sole shareholder who sets the term of their office. In case more than one manager is appointed, the managers shall constitute the board of managers. The managers need not be shareholder(s). The sole shareholder may appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason), by a resolution of the sole shareholder.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the sole shareholder fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, by the board of managers.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice, provided that all such meetings shall take place in Luxembourg.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if half of its members attending are Luxembourg residents, including at least one Class A Manager and one Class B Manager in the event that different classes of managers have been appointed. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, provided that if classes of managers have been appointed at least one Class A Manager and one Class B Manager have approved such resolutions. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial

proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Meeting or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager, or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other provided that when the meeting is held by one of these means, it is initiated from Luxembourg. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signatures of any two managers or, if Class A Managers and Class B Managers have been appointed, by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, or by the joint or sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. Sole shareholder resolutions

Art. 12. Powers, voting rights and form.

12.1. The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. The sole shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him.

12.3. As there will not be more than one shareholder in the Company, the decisions of the sole shareholder may be taken in writing, in accordance with article 193 of the Law.

12.4. Any amendments of the Articles shall be decided by the sole shareholder in the manner provided in the Law.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 13. Financial year and balance sheet.

13.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

13.2. Each year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and sole shareholder towards the Company.

13.3. The sole shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

Art. 14. Allocation of Profits.

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve has reached an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

14.2. The sole shareholder has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or carry it forward.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i.) interim accounts are drawn up by the board of managers;

(ii.) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including Capital Surplus and share issuance premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii.) the decision to pay interim dividends is taken by the board of managers and the sole shareholder within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv.) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v.) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the sole shareholder must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be the sole shareholder, appointed by a resolution of the sole shareholder which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the sole shareholder or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the sole shareholder.

VII. General provision

Art. 16. General Provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and that at the request of the appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the appearing party, the appearing party signs together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de décembre, devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché du Luxembourg,

A COMPARU:

Bank of America, National Association, une association bancaire nationale (national banking association), constituée selon les lois fédérales des Etats-Unis d'Amérique, (l'Associé Unique),

représentée par le cabinet d'avocats Allen & Overy, société en commandite simple, enregistré sur la liste V du barreau de Luxembourg, lui-même représenté par Simon Joly, avocat, tous avec comme adresse professionnelle 33, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Cette procuration de l'Associé Unique, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique demande au notaire instrumentant d'acter que:

I. L'Associé Unique détient 8.000.000 (huit millions) parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), 1.110.000 (un million cent dix mille) parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), et 3.100.000 (trois millions cent mille) parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), ayant une valeur nominale de 1 GBP (une livre sterling) chacune et représentant l'intégralité du capital social de Pine Harbour S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 152.756 (la Société). La Société a été constituée le 31 Mars 2010 suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire alors de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1220 daté du 10 juin 2010. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifié de nombreuses fois et pour la dernière fois le 21 décembre 2015 en vertu d'un acte de Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

III. L'Associé Unique désire prendre des résolutions sur les points suivants:

(1) Réduction du capital social de la Société d'un montant de 11.210.000 GBP (onze millions deux cent dix mille livres sterling) à l'effet de porter le capital social d'un montant actuel de GBP 12.210.000 (douze millions deux cent dix mille livres sterling) à un montant de 1.000.000 GBP (un million livres sterling) par l'annulations de toutes les Parts Sociales de Classe B, de toutes les Parts Sociales de Classe D et de 7.000.000 (sept millions) de Parts Sociales de Classe A (Les Parts Sociales Annulées) et le rachat à l'Associé Unique de la valeur nominale totale des Parts Sociales Annulées et (ii) la prime d'émission d'un montant total de 4.260.689.000 GBP;

(2) Approbation de la réduction associée de la réserve légale de la Société descendue à 100.000 GBP et la réallocation de 1.321.000 GBP en dehors des réserves légales aux bénéficiaires non distribués de la Société;

(3) Conversion de toutes les parts sociales de la Société en parts sociales ordinaires;

(4) Entière reformulation des statuts de la Société afin de refléter, inter alia, l'annulation des Parts Sociales Annulées en référence au point (1) ci-dessus; et

(5) Divers.

IV. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de 11.210.000 GBP (onze millions deux cent dix-mille livres sterling) à l'effet de porter le capital social de la Société de son montant actuel de 12.210.000 GBP (douze millions deux cent dix mille livres sterling) à 1.000.000 GBP (un million de livres sterling) par le moyen d'une annulation des Parts Sociales Annulées et le rachat à l'Associé Unique de (i) la valeur nominale totale des Parts Sociales Annulées et (ii) d'une prime d'émission d'un montant total de 4.260.689.000 GBP comme suit:

- (i) 54.899.000 GBP en ce qui concerne les Parts Sociales de Classe A;
- (ii) 1.108.890.000 GBP en ce qui concerne les Parts Sociales de Classe B; et
- (iii) 3.096.900.000 GBP en ce qui concerne les Parts Sociales de Classe D.

Deuxième résolution

Suivant la réduction du capital social de la Société, l'Associé Unique décide d'approuver la réduction associée à la réserve légale descendue à 100.000 GBP et la réallocation de 1.321.000 GBP en dehors de la réserve légale aux bénéficiaires non distribués de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de convertir toutes les parts sociales de la Société en parts sociales ordinaires.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de reformuler intégralement les Statuts afin de refléter, inter alia, l'annulation des Parts Sociales Annulées en référence à la première résolution, de telle sorte qu'ils devront désormais être lus de la façon suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Pine Harbour S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet de la Société est de réaliser toute transaction visant directement ou indirectement à l'acquisition, sous quelque forme qu'elle soit, de participations dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra utiliser ses fonds pour établir, gérer, développer et disposer de ses biens quelle que soit leur agencement, pour acquérir, investir et disposer de tout type de propriété, corporelle ou incorporelle, meuble ou immeuble et notamment mais sans y être limité, de son portefeuille de titres de toutes origines, pour participer à la création, l'acquisition, le développement et le contrôle de toute société, pour acquérir au moyen d'un investissement, d'une souscription, d'une émission ou d'une option, des titres et tous droits de propriété intellectuelle, afin de les réaliser au travers d'une vente, d'un transfert, d'un échange ou autre et de les développer. La Société pourra recevoir ou concéder une licence sur des droits de propriété intellectuelle.

3.3 La Société peut emprunter sous toute forme sauf au travers d'une offre publique. Elle peut émettre uniquement au travers de placements privés, des titres, obligations, bons de caisse et toute forme d'instruments de dette sous forme nominative et soumis à des restrictions de transfert. La Société peut prêter des fonds en ce compris les recettes de tout emprunt et/ou d'émission d'instruments de dette à ses filiales ou aux sociétés affiliées.

3.4 La Société peut donner des garanties et accorder des suretés à des tiers afin de garantir leurs obligations et celles de sociétés dans lesquelles la Société a directement ou indirectement une participation ou un intérêt, ou celles de sociétés appartenant au même groupe que la Société, et la Société peut apporter toute assistance à ces sociétés, en ce compris mais sans s'y limiter, une assistance dans la gestion et le développement de ces sociétés et de leur portefeuille, une assistance

financière, par des prêts, des avances ou des garanties. La Société peut nantir, transférer, grever ou créer des suretés sur certains ou l'ensemble de ses biens.

3.5 La Société pourra réaliser toute opération commerciale, industrielle, financière, personnelle et immobilière qui est directement ou indirectement en rapport avec son objet social ou qui peut en favoriser le développement et elle pourra faire tout ce qui y est lié ou pourrait y contribuer, le tout devant être interprété de la manière la plus large possible.

3.6 La Société ne peut entrer dans aucune transaction qui l'engagerait dans une activité qui serait considérée au Grand-Duché de Luxembourg comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'associé unique.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est établi à 1.000.000 GBP (un million de livre sterling), représenté par 1.000.000 (un million) parts sociales, chacune sous forme nominative, ayant chacune une valeur nominale de 1 GBP (1 livre sterling), chacune souscrite et entièrement libérée, et chacune avec les droits et obligations prévus dans les Statuts (les Parts Sociales).

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique adoptée selon les formes requises pour la modification de ces Statuts.

5.3. L'associé unique peut effectuer des apports à la Société en capitaux propres, et sauf indication contraire des présents Statuts, et les montants ainsi apportés seront librement distribuables. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par l'associé unique à la Société sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie, et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apports en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé du Luxembourg du 10 juin 2009).

Art. 6. Parts sociales.

6.1. La Société n'aura pas plus d'un associé.

Sauf disposition contraire des présents Statuts, chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par l'associé unique.

6.4. Au cours de tout exercice financier, la Société pourra racheter toute Parts Sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique qui fixe le terme de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment un conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être associé (s). L'associé unique peut nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant (s) de Catégorie A) et les gérants de catégorie B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une décision de l'associé unique.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, à condition que ces réunions soient tenues au Luxembourg.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la moitié des gérants réside au Luxembourg et comprend, au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B dans le cas où différentes catégories de gérants auraient été nommées. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition que si des catégories de gérants ont été nommées, qu'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B aient approuvé ces résolutions. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, le cas échéant, un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être délivrés au cours de procédures judiciaires ou autre, doivent être signés par le président de la réunion ou, le cas échéant, par un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B, ou par toute personne dûment nommée à cette fin par le conseil de gérance.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler à la condition que quand la réunion est tenue par l'un de ces moyens, la communication soit initiée depuis Luxembourg. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou par télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature du gérant unique ou, si plusieurs gérants sont nommés, par la signature conjointe de deux gérants, ou, si des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B sont nommés, par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B, ou par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Résolutions de l'associé unique

Art. 12. Pouvoirs, droits de vote et forme.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. L'associé unique pourra se faire représenter en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

12.3. Vu que la Société n'aura pas plus d'un associé, les décisions de l'associé unique pourront être prises par écrit, conformément à l'article 193 de la Loi.

12.4. Toute modification des Statuts devra être décidée par l'associé unique telle que définie par la Loi.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 13. Exercice social et bilan.

13.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

13.2. Chaque année, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte des profits et pertes de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et de l'associé unique envers la Société.

13.3. L'associé unique peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

14.2. L'associé unique décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Il pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende ou le reporter.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) un état des comptes est établi par le conseil de gérance de la Société;

(ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (incluant l'Apport en Capitaux Propres et la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le

montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par le conseil de gérance et par l'associé unique dans les deux mois (2) suivant la date de l'arrêté des comptes;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des capitaux de la société; et

(v) si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'associé unique doit reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution de l'associé unique ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique.

VII. Disposition générale

Art. 16. Provision générale. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.»

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare à la requête du mandataire de l'Associé Unique que le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé, à la même date qu'en tête du présent acte, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de l'Associé Unique, le mandataire de l'Associé Unique a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Joly, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31619. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016067543/462.

(160030353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Martensen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 203.959.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechzehn, am neunten Tag des Monats Februar;

Vor der unterzeichneten Notarin Danielle KOLBACH, mit dem Amtssitz in Redingen/Attert (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die Aktiengesellschaft geregelt nach den Gesetzen der Republik Panama „PIEMONTE MANAGEMENT, CORP.“, mit Sitz in Panama, 53rd Street, Urbanizacion Obarrio, MMG Tower, 16th floor, eingetragen beim Registro Público von Panama, Mercantil Department, unter der Nummer 458398 (S),

hier vertreten durch Herr Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-8510 Redingen/Attert, 66, Grand-Rue, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift; welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und der amtierenden Notarin „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, die amtierende Notarin ersucht folgendes zu beurkunden:

I) Dass die erschienene Partei die alleinige Gesellschafterin der limited company geregelt durch die Gesetze des Britischen Jungferinseln „Martensen Holding Ltd.“, mit Sitz in Tortola, Road Town, Wickhams Cay I, 24, De Castro Street, Akara Building, eingetragen beim BVI Registrar of Corporate Affairs unter der Nummer 1016469, (die „Gesellschaft“), gegründet am 20. März 2006, ist;

II) Dass sich das Gesellschaftskapital auf fünfunddreißigtausenddreihundert-sechzig Euro (35.360,- EUR) beläuft;

III) Dass durch schriftlichen Beschluss der Alleingesellschafterin vom 4. Januar 2016 (der „Beschluss“) folgendes beschlossen wurde:

i. die Gesellschaft stellt seine Tätigkeit als Gesellschaft auf den Britischen Jungferninseln ein und nimmt diese als Gesellschaft Luxemburger Rechts wieder auf;

ii. der Gesellschaftssitz, sowie der Ort der tatsächlichen Verwaltung, wird, von den Britischen Jungferninseln ins Großherzogtum Luxemburg verlegt und folglich wird gesellschaftsrechtsmäßig die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft von den Britischen Jungferninseln nach Luxemburg verlegt.

IV) Dass aus den der Urkunde beigegebenen Dokumenten folgendes hervorgeht:

i. aus der Bilanz zum 31. Dezember 2015 (die „Bilanz“) geht hervor, dass sich (a) das Gesellschaftskapital auf fünfunddreißigtausenddreihundertsechzig Euro (35.360,- EUR) und (b) das Eigenkapital der Gesellschaft auf eine Million einhundertzweitausendachthundertvierzehn Euro (1.102.814,- EUR) belaufen, so dass die gesetzlichen Anforderungen bezüglich des erforderlichen Mindestkapitals für die Errichtung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung luxemburgischen Rechts erfüllt sind;

ii. eine Bescheinigung des alleinigen Verwalters der Gesellschaft bestätigt, dass sich seit dem Datum des Jahresabschlusses vom 31. Dezember 2015, keine substantielle Änderung im Geschäftsablauf der Gesellschaft ereignet hat, das einschließen würde, dass der Jahresabschluss dadurch substantiell unrichtig würde und nicht den wahren Wert der gesellschaftlichen Situation zum heutigen Tag wiedergeben würde.

DARAUFHIN ersucht die Alleingesellschafterin die amtierende Notarin, die von ihr gefassten Beschlüsse zu dokumentieren wie folgt:

Erster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt das Protokoll des Beschlusses vom 4. Januar 2016, welcher in Baar (Schweiz) stattgefunden hat, bezüglich der Verlegung des Gesellschaftssitzes, des Ortes der tatsächlichen Verwaltung und der Leitung, sowie des steuerlichen Sitzes der Gesellschaft (die „Verlegung“), zu dem die Gesellschaft berechtigt ist, von Tortola (Britische Jungferninseln) nach Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) zur Kenntnis zu nehmen und soweit erforderlich zu genehmigen.

Der erwähnte Beschluss, welcher durch den Bevollmächtigten der erschienenen Partei und der unterzeichnenden Notarin „ne variatur“ gegengezeichnet ist, bleibt dieser Urkunde beigelegt.

Zweiter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt, in Folge des Beschlusses, dass die Verlegung mit Stichtag zum 1. Januar 2016 (der „Stichtag“) erfolgt und dass die Gesellschaft zum Stichtag und unter Beibehaltung der Rechtspersönlichkeit:

- die luxemburgische Nationalität annimmt,
- sich der Luxemburger Gesetzgebung unterwirft, und
- die Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Gesellschaftsbezeichnung „Martensen S.à r.l.“ annimmt.

Es wird nochmals bekräftigt, dass der erfolgte Wechsel der Gesellschaft vom Recht der Britischen Jungferninseln zu einer Gesellschaft luxemburgischen Rechts und die Verlegung den Bestand der Gesellschaft unberührt lassen.

Dritter Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt die Statuten der Gesellschaft an die neue Gesetzgebung anzupassen und diese insbesondere in Einklang mit dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, wie abgeändert, zu bringen.

Nach gesamtheitlicher Umgestaltung der Statuten, erhält die SATZUNG fortan folgenden Wortlaut:

A. Bezeichnung - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „Martensen S.à r.l.“, (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung (die „Statuten“) unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Die Gesellschaft kann möblierte oder nicht möblierte Immobilien, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, erwerben, verwalten, bewirtschaften, verkaufen oder diesbezüglich Mietverträge abschließen, und ganz allgemein Immobiliengeschäfte jeglicher Art tätigen, außer den Geschäften welche den Immobilienhändlern vorbehalten sind.

2.2 Der Gesellschaftszweck ist weiterhin die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

2.3 Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei

alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

2.4 Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen.

2.5 Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

2.6 Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführerrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführerrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt fünfunddreißigtausenddreihundertsechzig Euro (35.360,- EUR), eingeteilt in dreitausendfünfhundertsechunddreißig (3.536) Anteile mit einem Nominalwert von je zehn Euro (10,- EUR).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers -Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführerrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführerrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführerrat“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung

der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrates.

16.1 Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Geschäftsführerrates finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrates schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrates ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrates bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrates diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Geschäftsführerrates.

17.1 Der Geschäftsführerrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführerrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführerrates verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführerrates werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführerrates geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrates teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführerrates kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführerrates teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführerrates, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme.

Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Geschäftsführerrates nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Geschäftsführerrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrates - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführerrates wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrates, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B),

werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführerrates, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten.

19.1 Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

19.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, wird die Gesellschaft rechtmäßig und in allen Umständen durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers wirksam verpflichtet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) vertreten.

19.3 Die Gesellschaft kann weiterhin durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführerrat übertragen worden ist, wirksam verpflichtet werden.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungskommissare beaufsichtigt. Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige qualifizierte Wirtschaftsprüfer ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführerrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführerrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführerrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführerrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Vierter Beschluss

Die Alleingesellschafterin stellt fest, dass das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft unter Luxemburger Recht am Stichtag, i.e.: 1. Januar 2016, begonnen hat und am 31. Dezember 2016 enden wird.

Fünfter Beschluss

Im erforderlichen Umfang, erteilt die Alleingesellschafterin Herrn Ueli AMBAUEN volle und ganze Entlastung für die Ausübung seines Mandates als Geschäftsführer (director) der Gesellschaft, unter dem Recht der Britischen Jungferninseln.

Die Alleingesellschafterin beschließt die Anzahl der Geschäftsführer auf drei (3) festzusetzen und folgende Personen als Geschäftsführer, auf unbestimmte Dauer, zu ernennen:

- Herr Ueli AMBAUEN, Kaufmann, geboren in Stans (Schweiz), am 26. Februar 1970, wohnhaft in CH-6374 Buochs, Seestrasse 50;

- Herr Victor BOLSHAKOV, Gesellschaftsverwalter, geboren in Moskau (Russland), am 9. August 1959, wohnhaft in L-1239 Senningerberg, 6, rue Joseph Biwer; und

- Herr Thierry HELLERS, Steuerberater, geboren in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), am 13. September 1968, beruflich wohnhaft in L-1273 Luxemburg, 19, rue de Bitbourg.

In Einklang mit Artikel 19 der Statuten wird die Gesellschaft durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers rechtmäßig verpflichtet und vertreten.

Sechster Beschluss

Die Alleingesellschafterin beschließt den Gesellschaftssitz, den Ort der tatsächlichen Verwaltung und der Leitung, sowie den steuerlichen Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum Stichtag auf die Anschrift L-1273 Luxemburg, 19, rue de Bitbourg, festzulegen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, wird auf ungefähr zweitausendsiebenhundert Euro abgeschätzt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Redingen/Attert, in der Amtsstube der amtierenden Notarin, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, qualitate qua, der instrumentierenden Notarin nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe Bevollmächtigte mit Uns, der Notarin, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Ch. DOSTERT - D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 11 février 2016. Relation: DAC/2016/2127. Reçu soixante-quinze euros 75,- €.

Le Receveur ff. (signé): Carlo RODENBOUR.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, erteilt;

Redingen/Attert, den 17. Februar 2016.

Référence de publication: 2016067475/355.

(160030180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 129.880.

In the year two thousand and sixteen, on the fifth day of February.

Before us, Maître Karine REUTER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Mr. Yves Mertz, residing in L-1130 Luxembourg, 37 rue d'Anvers,
here represented by Mrs Rita RAKIB, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary shall attach said proxy to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party acts as the representative of

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)

a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,

having its registered office at L-1130 Luxembourg, 37, route d'Anvers,

registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 129880,

incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 June 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 30 August 2007 under number 1838.

pursuant to a power given by a resolution of the board of directors of the Company dated 15th of January 2016.

A copy of the minutes of said resolution, initialled "ne varietur" by the appearing person and the notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state his declarations as follows:

1) The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 June 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1838 on 30 August 2007.

2) According to article 5 of the Company's articles of association, the subscribed capital is set at six hundred eighty-four thousand and five hundred seventy five dollars and forty-four cents (USD 684,575.44) represented by fully paid-up shares consisting of twenty five thousand (25,000) class CA shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, twenty five thousand (25,000) class CB shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, one thousand (1,000) class CD shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, one thousand (1,000) class CE shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each, seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each seven hundred sixty-two thousand five hundred (762,500) class E Shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each.

3) According to article 5 of the Company's articles of association, the authorised capital, including the issued share capital, is fixed at five hundred million USD (USD 500,000,000.-) consisting of fifty billions (50,000,000,000) Shares with a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) per Share. During a period of five years from the date of the publication of these amended articles, and except as otherwise provided in this article 5, the board of directors is hereby authorised to issue shares of new classes (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) and to grant options to subscribe for shares of any new classes, (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) to such persons and on such terms as it shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

4) In the resolutions of the board of directors of the Company dated 15th of January 2016, the board of directors has resolved to increase the Company's share capital from its present amount of six hundred eighty-four thousand and five hundred seventy five dollars and forty-four cents (USD 684,575.44), by three thousand eight hundred and twelve dollars and fifty cents (USD 3,812.50) up to six hundred eighty-eight thousand and three hundred eighty-seven dollars and ninety-four cents (USD 688,387.94) by the issuance of three hundred eighty-one thousand two hundred fifty (381,250) class E Shares without reserving a preferential subscription right to the existing shareholders of the Company

5) The Class E Shares have been subscribed as follows:

- six thousand two hundred and fifty (6,250) Class E Shares have been subscribed by Mr. Jérôme SCHOUMANN, born on 11st June 1979 in Pont-à-Mousson (France), residing professionally at 60, Maltland Court, London W2 3PE, United Kingdom, for an aggregate subscription price of twenty five thousand dollars (USD 25,000.-) fully paid in; and

- three hundred seventy-five thousand (375,000) Class E Shares have been subscribed by “Effil II S.A.”, a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Trade and Companies’ Register under number 169595, for an aggregate subscription price of one million five hundred thousand dollars (USD 1,500,000.-).

The price payable for the shares, amounting to the aggregate amount of one million five hundred twenty-five thousand dollars (USD 1,525,000) has been allocated as follows:

- three thousand eight hundred and twelve dollars and fifty cents (USD 3,812.50) have been allocated to the Company’s share capital; and

- one million five hundred and twenty-one thousand one hundred eighty-seven dollars and fifty cents (USD 1,521,187.50) have been allocated to the Company’s share premium.

6) As a consequence of the aforementioned Capital Increase, the article 5 of the Company’s articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The subscribed capital is set at six hundred eighty-eight thousand and three hundred eighty-seven dollars and ninety-four cents (USD 688,387.94) represented by fully paid-up shares consisting of

twenty five thousand (25,000) class CA shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

twenty five thousand (25,000) class CB shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

one thousand (1,000) class CD shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

one thousand (1,000) class CE shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

forty-five million four hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (45,446,946) class A shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

fourteen million five hundred ninety-six thousand ninety-eight (14,596,098) class B shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each,

seven million six hundred thousand (7,600,000) class D shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each

one million one hundred and forty-three thousand seven hundred fifty (1,143,750) class E Shares having a par value of one dollar cent (USD 0.01) each.

Each class of shares shall exclusively relate to and track a specific separate portfolio of assets constituting each an investment (an "Investment" and together with other Investments the "Investments") determined by the board of directors or the general meeting of shareholders. As between shareholders, each Investment shall be invested for the exclusive benefit and at the exclusive risk of the relevant classes of shares.

The class A shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CA shares, all proceeds received by the Company in respect of the Acheron Portfolio Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Acheron Portfolio Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CA shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class A shares. The distributions in relation to the class CA shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class B shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CB shares, all proceeds received by the Company in respect of the Lorenzo Tonti Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Lorenzo Tonti Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CB shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class B shares. The distributions in relation to the class CB shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class D shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CD shares, all proceeds received by the Company in respect of the Avernus Portfolio Trust which assets are composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in the Avernus Portfolio Trust, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CD shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class D shares. The distributions in relation to the class CD shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The class E shares shall entitle their holders to a) subject to the rights of the holders of class CE shares, all proceeds received by the Company in respect of a company, trust or any similar entity, the identity of which is to be resolved upon

at a board meeting, which assets shall be composed of insurance policies and portfolios of life settlement and mortality-related policies acquired in special opportunities or distressed situations and b) the amounts contributed by such holders to the Company, to the extent not invested in such Investment, as well as all proceeds received by the Company in respect of such amounts.

The class CE shares shall entitle their holders to distributions in connection with the same Investment as the class E shares. The distributions in relation to the class CE shares shall be determined in accordance with the rules set out in article 18 below.

The authorised capital, including the issued share capital, is fixed at five hundred million USD (USD 500,000,000.-) consisting of fifty billions (50,000,000,000) Shares with a par value of zero USD and one cent (USD 0.01) per Share. During a period of five years from the date of the publication of these amended articles, and except as otherwise provided in this article 5, the board of directors is hereby authorised to issue shares of new classes (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) and to grant options to subscribe for shares of any new classes, (for avoidance of doubt: all share classes except share classes A, B, D and all C) to such persons and on such terms as it shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

Within the limits of the authorised capital, the board of directors may create additional classes of shares which will relate to separate Investments.

The board of directors may not issue class CA shares, class CB shares, class CD, class CE or equivalent shares which would be entitled to distributions in connection with a class of shares which relates to an Investment and which would entitle its holders to distributions in accordance with the provisions set out below.

Should a capital increase, or a part thereof, be allocated to the share premium account, it shall be allocated to a share premium account relating to the class of shares in which the capital was increased and exclusively to such class of shares.

Upon the disposal of the entirety of an Investment, the Company shall redeem or repurchase all the shares of the class corresponding to this Investment to the extent and under the terms permitted by article 69 or article 49-8 of the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended, and distribute the proceeds of this disposal to the shareholders in accordance with article 18 below. The shares so repurchased will be cancelled at the next extraordinary general meeting of the Company.

The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

The Company may have one or several shareholders. The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand euros (EUR 3.000.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil seize, le cinq février.

Pardevant Nous, Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Yves MERTZ, résidant à L-1130 Luxembourg, 37 rue d'Anvers,
ici représenté par Madame Rita RAKIB, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant agit en tant que représentant de la société

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)

une société anonyme, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129880,

constituée selon acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1838.

le tout en vertu d'un pouvoir donné par résolution du conseil d'administration de la Société en date du 15 janvier 2016.

Une copie du procès-verbal de ladite résolution, paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant, agissant en la capacité mentionnée ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter les déclarations suivantes:

1) La Société a été constituée selon acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1838, le 30 août 2007.

2) Selon l'article 5 des statuts de la Société, le capital souscrit de la Société est fixé à six cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent soixante-quinze USD et quarante-quatre Centimes (684.575,44.-USD) divisé en vingt-cinq mille (25.000) actions de la catégorie CA ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune, vingt-cinq mille (25.000) actions de la catégorie CB ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune, mille (1000) actions de la catégorie CD ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune, quarante-cinq millions quatre cent quarante-six mille neuf cent quarante-six (45.446.946) actions de la catégorie A ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune, quatorze millions cinq cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-dix-huit (14.596.098) actions de la catégorie B ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune, sept millions six cent mille (7.600.000) actions de la catégorie D ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune et sept cent soixante-deux mille cinq cent (762.500) actions de la catégorie E ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune.

3) Selon l'article 5 des statuts de la Société, le capital autorisé, comprenant le capital social émis, est fixé à cinq cents millions (500.000.000.-) consistant en cinquante milliards (50.000.000.000) d'Actions ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01) par Action. Au cours d'une période de cinq ans à partir de la date de publication de ces statuts modifiés, et à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans cet article 5, le conseil d'administration est autorisé par la présente à émettre de nouvelles catégories d'actions (pour éviter tout équivoque: toutes les actions de catégorie à l'exception des actions de la catégorie A, B, D et tout C) et à accorder des options de souscription à des actions de toute nouvelle catégorie, (pour éviter tout équivoque: toutes les actions de catégorie à l'exception des actions de la catégorie A, B, D et tout C) à de telles personnes et dans des telles conditions qu'il jugera opportunes et spécifiquement, à procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existant un droit préférentiel de souscription aux actions émises.

4) Dans les résolutions du conseil d'administration de la Société en date du 15 janvier 2016, le conseil d'administration a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois mille huit cent douze USD et cinquante centimes (USD 3.812,50) afin de porter son montant actuel de six cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent soixante-quinze USD et quarante-quatre centimes (684.575,44.-USD) à un montant de six cent quatre-vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-sept USD et quatre-vingt-quatorze centimes (688.387,94.-USD) moyennant l'émission de trois cent quatre-vingt-et-un mille deux cent cinquante (381.250) actions de catégorie E, ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime chacune (les «Actions de Classe E»), sans réserver un droit préférentiel de souscription de ces actions pour les actionnaires existants

5) Les Actions de Classe E ont été souscrites de la façon suivante:

- six mille deux cent cinquante (6.250) Actions de Classe E ont été souscrites par M. Jérôme SCHOUMANN, né le 11 juin 1979 à Pont-à-Mousson (France), résidant professionnellement au 60, Maitland Court, Londres W2 3PE, Royaume-Uni, pour un montant total de souscription de vingt-cinq mille USD (USD 25.000); et

- trois cent soixante-quinze mille (375.000) Actions de Classe E ont été souscrites par «Effil II S.A.», une société anonyme, ayant son siège social à L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 169.595, pour un montant total d'un million cinq cents mille USD (USD 1.500.000).

Le prix à payer pour les actions d'un montant total d'un million cinq cent vingt-cinq mille USD (USD 1.525.000) a été intégralement affecté de la façon suivante:

- trois mille huit cent douze USD et cinquante centimes (USD 3.812,50) ont été affectés au capital social de la Société; et

- un million cinq cent vingt et un mille cent quatre-vingt-sept USD et cinquante centimes (USD 1.521.187,50) ont été affectés au compte de prime d'émission de la Société.

6) En conséquence de l'Augmentation de Capital susmentionnée, l'article 5 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la Société est fixé à six cent quatre-vingt-huit mille trois cent quatre-vingt-sept USD et quatre-vingt-quatorze centimes (688.387,94.-USD) divisé en

vingt-cinq mille (25.000) actions de la catégorie CA ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune,

vingt-cinq mille (25.000) actions de la catégorie CB ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune,

mille (1000) actions de la catégorie CD ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune,

quarante-cinq millions quatre cent quarante-six mille neuf cent quarante-six (45.446.946) actions de la catégorie A ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune,

quatorze millions cinq cent quatre-vingt-seize mille quatre-vingt-dix-huit (14.596.098) actions de la catégorie B ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune,

sept millions six cent mille (7.600.000) actions de la catégorie D ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune et trois cent quatre-vingt

un million cent quarante-trois mille sept cent cinquante (1.143.750) actions de la catégorie E ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01.-) chacune.

Chaque catégorie d'actions doit se référer et suivre exclusivement un portefeuille de biens spécifique et séparé constituant chacun un investissement (un «Investissement» et ensemble avec d'autres Investissements, les «Investissements») déterminé par le conseil d'administration ou l'assemblée générale des actionnaires. Entre les actionnaires, chaque Investissement est investi pour le bénéfice exclusif et le risque exclusif des catégories d'actions concernées.

Les actions de la catégorie A donnent droit à leurs détenteurs à a) sous réserve des droits des détenteurs d'actions de la catégorie CA, tous les résultats reçus par la Société en rapport avec Acheron Portfolio Trust dont les actifs sous-jacents sont composés de polices d'assurances et de portefeuilles de règlement de fin de vie et de polices d'assurances décès achetées à des conditions très favorables de marché ou de détresse financière de leur titulaires et b) les montants apportés par de tels détenteurs à la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été investis dans Acheron Portfolio Trust, ainsi que les résultats reçus par la Sociétés en rapport avec ces montants.

Les actions de la catégorie CA donnent droit à leurs détenteurs à des distributions liées au même Investissement que les actions de la catégorie A. Les distributions concernant les actions de la Catégorie CA sont déterminées conformément aux règles énoncées à l'article 18 ci-dessous.

Les actions de la catégorie B donnent droit à leurs détenteurs à a) sous réserve des droits des détenteurs d'actions de la catégorie CB, tous les résultats reçus par la Société concernant Lorenzo Tonti Trust dont les actifs sous-jacents sont composés de polices d'assurances et de portefeuilles de règlement de fin de vie et de polices d'assurances décès achetées à des conditions très favorables de marché ou de détresse financière de leur titulaires et b) les montants apportés par de tels détenteurs à la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été investis dans Lorenzi Tonti Trust, ainsi que les profits reçus par la Sociétés en rapport avec ces montants.

Les actions de la catégorie CB donnent droit à leurs détenteurs à des distributions liées au même Investissement que les actions de la catégorie B. Les distributions concernant les actions de la Catégorie CB sont déterminées conformément aux règles énoncées à l'article 18 ci-dessous.

Les actions de la catégorie D donnent droit à leurs détenteurs à a) sous réserve des droits des détenteurs d'actions de la catégorie CD, tous les résultats reçus par la Société concernant Avernus Portfolio Trust dont les actifs sous-jacents sont composés de polices d'assurances et de portefeuilles de règlement de fin de vie et de polices d'assurances décès achetées à des conditions très favorables de marché ou de détresse financière de leur titulaires et b) les montants apportés par de tels détenteurs à la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été investis dans Avernus Portfolio Trust, ainsi que les bénéfices reçus par la Sociétés en rapport avec ces montants.

Les actions de la catégorie CD donnent droit à leurs détenteurs à des distributions liées au même Investissement que les actions de la catégorie D. Les distributions concernant les actions de la Catégorie CD sont déterminées conformément aux règles énoncées à l'article 18 ci-dessous.

Les actions de la catégorie E donnent droit à leurs détenteurs à a) sous réserve des droits des détenteurs d'actions de catégorie CE, tous les résultats reçus par la Société concernant une société, un trust ou toute entité similaire dont l'identité est décidée lors d'une réunion du conseil, dont les actifs sous-jacents sont composés de polices d'assurances et de portefeuilles de règlement de fin de vie et de polices d'assurances décès achetées à des conditions très favorables de marché ou de détresse financière de leur titulaires et b) les montants apportés par de tels détenteurs à la Société, dans la mesure où ils n'ont pas été investis dans un tel Investissement, ainsi que les résultats reçus par la Sociétés en rapport avec ces montants.

Les actions de la catégorie CE donnent droit à leurs détenteurs à des distributions liées aux même Investissement que les actions de la catégorie E. Les distributions concernant les actions de la Catégorie CE sont déterminées conformément aux règles énoncées à l'article 18 ci-dessous.

Le capital autorisé, comprenant le capital social émis, est fixé à cinq cents millions (500.000.000.-) consistant en cinquante milliards (50.000.000.000) d'Actions ayant une valeur nominale de zéro USD et un centime (USD 0,01) par Action. Au cours d'une période de cinq ans à partir de la date de publication de ces statuts modifiés, et à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans cet article 5, le conseil d'administration est autorisé par la présente à émettre de nouvelles catégories d'actions (pour éviter tout équivoque: toutes les actions de catégorie à l'exception des actions de la catégorie A, B, D et tout C) et à accorder des options de souscription à des actions de toute nouvelle catégorie, (pour éviter tout équivoque: toutes les actions de catégorie à l'exception des actions de la catégorie A, B, D et tout C) à de telles personnes et dans des telles conditions qu'il jugera opportunes et spécifiquement, à procéder à une telle émission sans réserver aux actionnaires existant un droit préférentiel de souscription aux actions émises.

Dans les limites du capital autorisé, le conseil d'administration peut créer des catégories additionnelles d'actions qui se référeront à des Investissements séparés.

Le conseil d'administration ne peut pas émettre d'actions de la catégorie CA, d'actions de la catégorie CB, d'actions de la catégorie CD, de catégorie d'actions de la catégorie CE ou d'actions similaires qui donneraient droit à des distributions conformément aux stipulations énoncées ci-dessous.

Si une augmentation de capital, ou une partie d'augmentation de capital est versée au compte prime d'émission, l'allocation au compte prime d'émission se fera au bénéfice du compte prime d'émission de la classe d'action faisant l'objet de l'augmentation et uniquement au bénéfice de ladite classe d'action.

Suite à la vente/clôture de l'intégralité d'un Investissement, la Société devra racheter toutes les actions de la classe correspondant à cet Investissement dans la limite permise par et conformément à l'article 49-8 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, et devra distribuer les résultats de cette vente/clôture aux actionnaires conformément à l'article 18 ci-après. Les actions ainsi rachetées seront supprimées lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire de la société.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société pourra aux conditions prévues par la loi, racheter ses propres actions.

La société peut avoir un ou plusieurs actionnaires. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique (ou de tout autre actionnaire) n'entraînera pas la dissolution de la Société».

Frais et Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société et qui sont mis à sa charge en raison des présentes sont estimés à trois mille euros (EUR 3.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: R. RAKIB, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 09 février 2016. Relation: 2LAC/2016/3071. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016067759/316.

(160030829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Dakar Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 200.897.

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of February.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mrs. Alexandra Margouët, residing in Luxembourg, acting as the representative of Dakar Holdings Manager S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 200.866, acting in its capacity as general partner of Dakar Holdings S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 200.897 (hereinafter the "Company"), pursuant to the power of attorney granted by the board of managers of the general partner of the Company on 27 January 2016.

A copy of the minutes granting said power of attorney, initialed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing person, acting in said capacity, has requested the undersigned notary to state her declarations as follows:

1) The Company has been incorporated in the form of a société en commandite par actions pursuant to a deed of the undersigned notary, on 9 October 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial

C”) number 3387 dated 18 December 2015. The articles of incorporation of the Company have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, residing in Luxembourg, on 13 January 2016, not yet published in the Mémorial C.

2) The share capital of the Company is currently set at two hundred forty-two thousand two hundred Euro and fifty-three cents (EUR 242,200.53) represented by:

a) eight million sixty-three thousand seven hundred and thirty-seven (8,063,737) ordinary shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Ordinary Shares”);

b) nine million seven hundred and seventy-seven thousand six hundred seventy-six (9,777,676) Class A preferred shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, divided into:

i. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred thirteen (1,396,813) Class A1 Preferred Shares (the “Class A1 Preferred Shares”);

ii. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred twelve (1,396,812) Class A2 Preferred Shares (the “Class A2 Preferred Shares”);

iii. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred twelve (1,396,812) Class A3 Preferred Shares (the “Class A3 Preferred Shares”);

iv. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred eleven (1,396,811) Class A4 Preferred Shares (the “Class A4 Preferred Shares”);

v. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred ten (1,396,810) Class A5 Preferred Shares (the “Class A5 Preferred Shares”);

vi. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred nine (1,396,809) Class A6 Preferred Shares (the “Class A6 Preferred Shares”); and

vii. one million three hundred and ninety-six thousand eight hundred nine (1,396,809) Class A7 Preferred Shares (the “Class A7 Preferred Shares”, together with the Class A1 Preferred Shares, the Class A2 Preferred Shares, the Class A3 Preferred Shares, the Class A4 Preferred Shares, the Class A5 Preferred Shares and the Class A6 Preferred Shares, the “Class A Preferred Shares”);

c) six million three hundred and seventy-eight thousand five hundred and forty (6,378,540) Class B preferred shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Class B Preferred Share”); and

d) one hundred (100) management shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Management Shares”).

Pursuant to article 8 (“Authorized Capital”) of the articles of association of the Company, the authorized capital of the Company, excluding the share capital of the Company, is currently set at thirteen thousand nine hundred and fifty euros and thirty-three cents (EUR 13,950.33) represented by:

(i) one hundred and thirty-one thousand nine hundred eighty-five (131,985) Ordinary Shares; and

(ii) one million two hundred and sixty three thousand and forty-eight (1,263,048) Class A Preferred Shares subdivided as follows:

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-one (180,641) Class A1 Preferred Shares;

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-three (180,643) Class A2 Preferred Shares;

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-three (180,643) Class A3 Preferred Shares;

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-five (180,645) Class A4 Preferred Shares;

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-six (180,646) Class A5 Preferred Shares;

- one hundred and eighty thousand six hundred and forty-eight (180,648) Class A6 Preferred Shares; and

- one hundred and seventy-nine thousand one hundred and eighty-two (179,182) Class A7 Preferred Shares;

having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

The general partner of the Company is authorised to increase once, or several times, the share capital by causing the Company to issue new shares within the limits of the authorised capital without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe for the new shares.

3) Pursuant to resolutions adopted on 27 January 2016, the general partner of the Company has decided to increase the share capital of the Company as of 27 January 2016 from its current amount of two hundred forty-two thousand two hundred Euro and fifty-three cents (EUR 242,200.53) by an amount of one thousand two hundred and eighty-one Euro and sixty-one cents (EUR 1,281.61) up to two hundred forty-three thousand four hundred eighty-two Euro and fourteen cents (EUR 243,482.14) through the issuance of new shares (hereinafter referred to as the “Newly Issued Shares”) consisting of:

a) thirty-eight thousand seven hundred fifty (38,750) Ordinary Shares;

b) twelve thousand seven hundred seventy-one (12,771) Class A1 Preferred Shares;

c) twelve thousand seven hundred seventy-two (12,772) Class A2 Preferred Shares;

d) twelve thousand seven hundred seventy-two (12,772) Class A3 Preferred Shares;

e) twelve thousand seven hundred seventy-four (12,774) Class A4 Preferred Shares;

f) twelve thousand seven hundred seventy-four (12,774) Class A5 Preferred Shares;

- g) twelve thousand seven hundred seventy-four (12,774) Class A6 Preferred Shares; and
- h) twelve thousand seven hundred seventy-four (12,774) Class A7 Preferred Shares; having a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) each.

All the Newly Issued Shares have been fully paid up by contributions in cash in an aggregate amount of one hundred twenty-eight thousand one hundred sixty-one Euro (EUR 128,161), out of which an amount of one thousand two hundred eighty-one Euro and sixty-one cents (EUR 1,281.61) is allocated to the share capital and an amount of one hundred twenty-six thousand eight hundred seventy-nine Euro and thirty-nine cents (EUR 126,879.39) is allocated to the share premium of the Company.

The documentation evidencing such subscription has been produced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it, and the proof of the existence and of the value of the above contributions has been produced to the undersigned notary.

In accordance with article 8 of the articles of association of the Company, the general partner of the Company has decided to suppress the preferential subscription right of the existing shareholders to subscribe to the Newly Issued Shares.

4) As a consequence of such increase of the share capital, article 5.1 and article 8 of the articles of association of the Company are amended and now read as follows:

“ **Art. 5.1. Subscribed Capital.** The Company’s share capital is set at two hundred forty-three thousand four hundred eighty-two Euro and fourteen cents (EUR 243,482.14), represented by fully paid-up shares, consisting of:

- a) eight million one hundred two thousand four hundred eighty-seven (8,102,487) ordinary shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Ordinary Shares”);

- b) nine million eight hundred sixty-seven thousand eighty-seven (9,867,087) Class A preferred shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, divided into:

- i. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-four (1,409,584) Class A1 Preferred Shares (the “Class A1 Preferred Shares”);

- ii. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-four (1,409,584) Class A2 Preferred Shares (the “Class A2 Preferred Shares”);

- iii. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-four (1,409,584) Class A3 Preferred Shares (the “Class A3 Preferred Shares”);

- iv. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-five (1,409,585) Class A4 Preferred Shares (the “Class A4 Preferred Shares”);

- v. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-four (1,409,584) Class A5 Preferred Shares (the “Class A5 Preferred Shares”);

- vi. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-three (1,409,583) Class A6 Preferred Shares (the “Class A6 Preferred Shares”); and

- vii. one million four hundred nine thousand five hundred eighty-three (1,409,583) Class A7 Preferred Shares (the “Class A7 Preferred Shares”, together with the Class A1 Preferred Shares, the Class A2 Preferred Shares, the Class A3 Preferred Shares, the Class A4 Preferred Shares, the Class A5 Preferred Shares and the Class A6 Preferred Shares, the “Class A Preferred Shares”);

- c) six million three hundred and seventy-eight thousand five hundred and forty (6,378,540) Class B preferred shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Class B Preferred Share”); and

- d) one hundred (100) management shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each (the “Management Shares”);

(each a “Share” and together the “Shares”).

“ **Art. 8. Authorized capital.** In addition to the subscribed capital, the Company has an authorized capital which is fixed at twelve thousand six hundred sixty-eight euros and seventy-two cents (EUR 12,668.72) represented by:

- (i) ninety-three thousand two hundred thirty-five (93,235) Ordinary Shares; and

- (ii) one million one hundred seventy-three thousand six hundred thirty-seven (1,173,637) Class A Preferred Shares subdivided as follows:

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy (167,870) Class A1 Preferred Shares;

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy-one (167,871) Class A2 Preferred Shares;

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy-one (167,871) Class A3 Preferred Shares;

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy-one (167,871) Class A4 Preferred Shares;

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy-two (167,872) Class A5 Preferred Shares;

- one hundred sixty-seven thousand eight hundred seventy-four (167,874) Class A6 Preferred Shares; and

- one hundred sixty-six thousand four hundred eight (166,408) Class A7 Preferred Shares;

During a period ending five (5) years after the date of the shareholders' resolution resolving to create the authorized capital, the Manager is authorized to increase once, or several times, the subscribed capital by causing the Company to

issue new Shares within the limits of the authorized capital. Such new Shares may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Manager may in its sole discretion determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the new Shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the new Shares to be subscribed and issued, to determine if the new Shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed Shares is acceptable either by cash or by assets other than cash. Unless the shareholders shall have otherwise agreed, when realizing the authorized capital in full or in part, the Manager is expressly authorized to limit or to waive the preferential subscription right reserved to existing shareholders. The Manager may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for the new Shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the Manager, the present article is, as a consequence, to be adjusted.”

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about EUR 2,200.-

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date stated at the beginning of this deed.

After reading and interpretation to the appearing person, known to the notary by her first and surname, civil status and residence, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille seize, le quatre février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Madame Alexandra Margouët, résidant à Luxembourg, agissant en tant que mandataire de Dakar Holdings Manager S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 200.866, agissant en qualité d’associé gérant commandité de Dakar Holdings S.C.A., une société en commandite par actions constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 200.897 (ci-après la «Société»), en vertu d’un pouvoir donné par le conseil de gérance de l’associé gérant commandité de la Société en date du 27 janvier 2016.

Une copie du procès-verbal donnant le pouvoir susmentionné, paraphé «ne varietur» par la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d’enregistrement.

La partie comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire instrumentant d’enregistrer ses déclarations comme suit:

1) La Société a été constituée sous la forme d’une société en commandite par actions en vertu d’un acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 octobre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») numéro 3387 daté du 18 décembre 2015. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 13 janvier 2016, non encore publié au Mémorial C.

2) Le capital de la Société est fixé à deux cent quarante-deux mille deux cent euros et cinquante-trois centimes (EUR 242.200,53), représenté par des actions entièrement libérées, consistant en:

a) huit millions soixante-trois mille sept cent trente-sept (8.063.737) actions ordinaires d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires»);

b) neuf millions sept cent soixante-dix-sept mille six cent soixante-seize (9.777.676) Actions Privilégiées de Classe A d’une valeur nominale d’un centime d’euro (EUR 0,01) chacune, divisées en:

i. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent treize (1.396.813) actions Privilégiées de Classe A1 (les «Actions Privilégiées de Classe A1»);

ii. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent douze (1.396.812) actions Privilégiées de Classe A2 (les «Actions Privilégiées de Classe A2»);

iii. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent douze (1.396.812) actions Privilégiées de Classe A3 (les «Actions Privilégiées de Classe A3»);

iv. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent onze (1.396.811) actions Privilégiées de Classe A4 (les «Actions Privilégiées de Classe A4»);

v. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent dix (1.396.810) actions Privilégiées de Classe A5 (les «Actions Privilégiées de Classe A5»);

vi. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent neuf (1.396.809) actions Privilégiées de Classe A6 (les «Actions Privilégiées de Classe A6»);

vii. un million trois cent quatre-vingt-seize mille huit cent neuf (1.396.809) actions Privilégiées de classe A7 (les «Actions Privilégiées de Classe A7», ensemble avec les Actions Privilégiées de Classe A1, les Actions Privilégiées de Classe A2, les Actions Privilégiées de Classe A3, les Actions Privilégiées de Classe A4, les Actions Privilégiées de Classe A5 et les Actions Privilégiées de Classe A6, les «Actions Privilégiées de Classe A»);

c) six millions trois cent soixante-dix-huit mille cinq cent quarante (6.378.540) actions Privilégiées de Classe B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Privilégiées de Classe B»); et

d) cent (100) actions de commandité d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions de Commandité»)

(chacune une «Action» et ensemble les «Actions»).

Conformément à l'article 8 («Capital Autorisé») des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société, à l'exclusion du capital social de la Société, est actuellement de treize mille neuf cent cinquante euros et trente-trois centimes d'euros (EUR 13.950,33) représenté par:

(i) cent trente-et-un mille neuf cent quatre-vingt-cinq (131.985) Actions Ordinaires; et

(ii) un million deux cent soixante-trois mille quarante-huit (1.263.048) Actions Privilégiées de Classe A, subdivisées comme suit:

- cent quatre-vingt mille six cent quarante et une (180.641) Actions Privilégiées de Classe A1;

- cent quatre-vingt mille six cent quarante-trois (180.643) Actions Privilégiées de Classe A2;

- cent quatre-vingt mille six cent quarante-trois (180.643) Actions Privilégiées de Classe A3;

- cent quatre-vingt mille six cent quarante-cinq (180.645) Actions Privilégiées de Classe A4;

- cent quatre-vingt mille six cent quarante-six (180.646) Actions Privilégiées de Classe A5;

- cent quatre-vingt mille six cent quarante-huit (180.648) Actions Privilégiées de Classe A6; et

- cent soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingt-deux (179.182) Actions Privilégiées de Classe A7;

ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

L'associé gérant commandité de la Société est autorisé à augmenter, une ou plusieurs fois, le capital social en faisant émettre par la Société de nouvelles actions dans la limite du capital autorisé sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription aux nouvelles actions.

3) En vertu de résolutions adoptées le 27 janvier 2016, l'associé gérant commandité de la Société a décidé d'augmenter le capital social de la Société au 27 janvier 2016, de son montant actuel de deux cent quarante-deux mille deux cent euros et cinquante-trois centimes (EUR 242.200,53), d'un montant de mille deux cent quatre-vingt-un euros et soixante et un centimes (EUR 1.281,61), afin de le porter à celui de deux cent quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et quatorze centimes (EUR 243.482,14) par l'émission d'actions nouvelles (ci-après dénommées les «Actions Nouvellement Emises»), consistant en:

a) trente-huit mille sept cent cinquante (38.750) Actions Ordinaires; et

b) douze mille sept cent soixante et onze (12.771) Actions Privilégiées de Classe A1;

c) douze mille sept cent soixante-douze (12.772) Actions Privilégiées de Classe A2;

d) douze mille sept cent soixante-douze (12.772) Actions Privilégiées de Classe A3;

e) douze mille sept cent soixante-quatre (12.774) Actions Privilégiées de Classe A4;

f) douze mille sept cent soixante-quatre (12.774) Actions Privilégiées de Classe A5;

g) douze mille sept cent soixante-quatre (12.774) Actions Privilégiées de Classe A6; et

h) douze mille sept cent soixante-quatre (12.774) Actions Privilégiées de Classe A7;

avec une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Les Actions Nouvellement Emises ont été entièrement libérées par des apports en numéraire d'un montant total de cent vingt-huit mille cent soixante et un euros (EUR 128.161) dont mille deux cent quatre-vingt-un euros et soixante et un centimes (EUR 1.281,61) sont affectés au capital social et cent vingt-six mille huit cent soixante-dix-neuf euros et trente-neuf centimes (EUR 126.879,39) sont affectés à la prime d'émission de la Société.

La documentation attestant les souscriptions a été produite au notaire soussigné, qui la reconnaît expressément, et la preuve de l'existence et de la valeur des apports ci-dessus a été produite au notaire soussigné.

Conformément à l'article 8 des statuts de la Société, l'associé gérant commandité de la Société a décidé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants de souscrire aux Actions Nouvellement Emises.

4) Suite à l'augmentation de capital social décrite ci-dessus, les articles 5.1 et 8 des statuts de la Société sont modifiés et ont désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.1. Capital souscrit.** Le capital souscrit de la société est fixé à deux cent quarante-trois mille quatre cent quatre-vingt-deux euros et quatorze centimes (EUR 243.482,14) représenté par des actions entièrement libérées, constituées comme suit:

a) huit millions cent deux mille quatre cent quatre-vingt-sept (8.102.487) actions ordinaires d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Ordinaires»);

b) neuf millions huit cent soixante-sept mille quatre-vingt-sept (9.867.087) Actions Privilégiées de Classe A d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, divisées en:

i. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatre (1.409.584) actions Privilégiées de Classe A1 (les «Actions Privilégiées de Classe A1»);

ii. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatre (1.409.584) actions Privilégiées de Classe A2 (les «Actions Privilégiées de Classe A2»);

iii. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatre (1.409.584) actions Privilégiées de Classe A3 (les «Actions Privilégiées de Classe A3»);

iv. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-cinq (1.409.585) actions Privilégiées de Classe A4 (les «Actions Privilégiées de Classe A4»);

v. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-quatre (1.409.584) actions Privilégiées de Classe A5 (les «Actions Privilégiées de Classe A5»);

vi. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-trois (1.409.583) actions Privilégiées de Classe A6 (les «Actions Privilégiées de Classe A6»);

vii. un million quatre cent neuf mille cinq cent quatre-vingt-trois (1.409.583) actions Privilégiées de classe A7 (les «Actions Privilégiées de Classe A7», ensemble avec les Actions Privilégiées de Classe A1, les Actions Privilégiées de Classe A2, les Actions Privilégiées de Classe A3, les Actions Privilégiées de Classe A4, les Actions Privilégiées de Classe A5 et les Actions Privilégiées de Classe A6, les «Actions Privilégiées de Classe A»);

c) six millions trois cent soixante-dix-huit mille cinq cent quarante (6.378.540) actions Privilégiées de Classe B d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions Privilégiées de Classe B»); et

d) cent (100) actions de commandité d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune (les «Actions de Commandité»);

(chacune une «Action» et ensemble les «Actions».)»

« **Art. 8. Capital autorisé.** En sus du capital souscrit, la Société possède un capital autorisé fixé à douze mille six cent soixante-huit euros et soixante-douze centimes d'euros (EUR 12.668,72) représenté par:

(i) quatre-vingt-treize mille deux cent trente-cinq (93.235) Actions Ordinaires; et

(ii) un million cent soixante-treize mille six cent trente-sept (1.173.637) Actions Privilégiées de Classe A, subdivisées comme suit:

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-dix (167.870) Actions Privilégiées de Classe A1;

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-onze (167.871) Actions Privilégiées de Classe A2;

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-onze (167.871) Actions Privilégiées de Classe A3;

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-onze (167.871) Actions Privilégiées de Classe A4;

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-douze (167.872) Actions Privilégiées de Classe A5;

- cent soixante-sept mille huit cent soixante-quatorze (167.874) Actions Privilégiées de Classe A6; et

- cent soixante-six mille quatre cent huit (166.408) Actions Privilégiées de Classe A7;

Pendant une période de temps de cinq (5) ans à compter de la date de la résolution des actionnaires décidant de créer le capital autorisé, le Gérant est autorisé à augmenter une ou plusieurs fois, le capital souscrit en faisant émettre par la Société de nouvelles Actions dans les limites du capital autorisé. Ces nouvelles Actions peuvent être souscrites et émises selon les termes et conditions que le Gérant peut, à sa seule discrétion, déterminer, plus spécifiquement en ce qui concerne la souscription et le paiement des nouvelles Actions à souscrire et à émettre, de manière à déterminer la date et le montant des nouvelles Actions à souscrire et à émettre, de déterminer si les nouvelles Actions seront souscrites avec ou sans prime d'émission, de déterminer dans quelle mesure le paiement des Actions nouvellement souscrites sera admissible en numéraire ou en nature. À moins que les actionnaires n'en aient convenu autrement, lors de la réalisation du capital autorisé en totalité ou en partie, le Gérant est expressément autorisé à limiter ou à supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires existants. Le Gérant peut déléguer à tout administrateur dûment autorisé ou dirigeant de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la tâche d'accepter les souscriptions et de recevoir les paiements au titre des Actions nouvelles représentant tout ou partie du montant de l'augmentation de capital. Après chaque augmentation du capital souscrit dans la forme légale requise par le Gérant, le présent article devra être ajusté en conséquence.»

Estimations des coûts

Les frais, dépenses, honoraires et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui lui seront facturés au titre du présent acte, sont évalués à la somme d'environ EUR 2.200,-

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état civil et demeure, ladite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. MARGOUËT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4938. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 février 2016.

Référence de publication: 2016067970/314.

(160031240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2016.

Quadrum Equityco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 192.017.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of December.

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Bain Capital Quadrum S.à r.l., governed by the laws of the Luxembourg, having its registered office at 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 193.237;

Apax VIII GP Co. Limited, governed by the laws of the Guernsey, having its registered office at Third Floor, Royal Bank Place, 1 Glatigny Esplanade, St Peter Port, BGU-GY1 2HJ Guernsey, registered with the Guernsey Registered Company Registry under number 53021,

Quadrum GP S.à r.l., governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 191.942

Here duly represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, professionally residing at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

The said proxies, initialled "ne varietur" by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing parties are the shareholders (the "Shareholders") of Quadrum Equityco S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a corporate capital of eighty-seven thousand five hundred Euro (EUR 87,500) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 192.017 (the "Company"), incorporated by notarial deed enacted on November 14, 2014 by and before Blanche MOUTRIER, residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg and published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), number 3810 on December 10th 2014.

Such appearing parties representing the whole corporate capital took the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of the Grand-Duchy of Luxembourg of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), the Shareholders decide to dissolve and put the Company into liquidation.

Second resolution

The Shareholders decide and resolve:

That Luxembourg Liquidation Services S.à r.l., a Luxembourg société anonyme, having its registered office at 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and Companies' Register under number B 141595, is appointed as liquidator for the purpose of winding up the affairs of the Company (the "Liquidator").

That in addition to all the powers and duties set out under the Law, the Liquidator has the power to realize the assets, to pay off the creditors and to distribute to the Shareholders, in species or kind, the whole or any part of the remaining assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not).

That the Liquidator shall have the power to pay any classes of creditors in full and to make any compromise or arrangement with creditors or persons claiming to be creditors, or having or alleging themselves to have any claim present or future, certain or contingent, ascertained or sounding only in damages against the Company, or whereby the Company may be rendered liable.

That the Liquidator shall have the power to request from the Shareholders or any other debtors that they pay the sums that they committed to pay into or to the Company and to obtain the payment of the amounts due.

That the Liquidator shall have the power to pay any sums owed to creditors, when those sums have not been paid.

That the Liquidator shall have the power to take all steps required in order to bring the Company into line with Luxembourg legislation. This includes, but is not limited, filing any tax returns and paying any taxes and contribution until the year which the liquidation is completed.

That the Liquidator shall have the power to terminate any current contract or commitment and to enter into agreements with suppliers for liquidation purposes.

That the Liquidator shall have the power to assign, subcontract or delegate any task relating to the liquidation to a third party.

That the Liquidator shall have the power to conduct any ancillary assignments which may be required and useful for liquidation purposes.

That the Liquidator shall have the power to take any conservatory measure or any administrative measure in the context of the liquidation of the Company.

That the Liquidator may convene a general meeting of the Company at its registered office or at any appropriate location in the Grand Duchy.

That the Liquidator will make a report to the general meeting on the use of the Company's assets and present supporting accountings and documents, to maintain the required accounting documentation and to prepare the liquidation accounts in accordance with relevant statutory and regulatory requirements. He will select and apply relevant accounting methods. This also includes faithfully reporting liquidation transactions in the liquidation report in accordance with the liquidation accounts according to article 151 of the Law.

That the Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the Law, including those one provided by the article 145 of the Law.

As a consequence, no further authorization will be required to accomplish all the acts provided in article 145 of the Law.

The Liquidator, without prejudice to the rights of any preferred creditors and mortgages and to the payment of liquidation debts, will pay all of the Company's claims, whether matured or unmatured, proportionately, in accordance with the provisions of relevant legislation according to article 147 of the Law.

That it may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers that it determines and for the period that it will fix.

That the Liquidator will suggest completing the liquidation and making a final payment to the Shareholders, if any, in accordance with article 151 of the Law.

That the Liquidator will ensure that the information relating to the completion of the liquidation process is published and ensure that the required steps are taken to complete the liquidation.

Third resolution

The Shareholders decide to grant full and total discharge to the Company's managers for the accomplishment of their mandate until today.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Bain Capital Quadrum S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Luxembourg g, ayant son siège social au 4, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 193.237,

Apax VIII GP Co. Limited, une société constituée en vertu des lois de Guernesey, ayant son siège social au Troisième étage, Royal Bank Place, 1 Gategny Esplanade, St Peter Port, Guernsey GY1 2HJ, et immatriculée auprès de Guernesey Registered Company Registry sous le numéro 53021, et Quadrum GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B. 192.017.,

Ici représentées par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Les dites procurations signées "ne varietur" par les comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes sont les associés (les «Associés») de Quadrum Equityco S.C.A une société en commandite simple, constituée et existante selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (87.500 EUR), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 191.942 (la «Société»), constituée par acte notarié en date du 14 novembre 2015 par Maître Blanche MOUTRIER notaire résidant à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3810 du 10 décembre 2014.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

En conformité avec la loi du Grand-Duché de Luxembourg du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), les Associés ont décidé la dissolution et la mise en liquidation de la Société.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé:

Que Luxembourg Liquidation Services S.à r.l. est nommée en qualité de liquidateur dans le but de liquider les affaires de la Société (le «Liquidateur»).

Que le Liquidateur a, outre les pouvoirs et les obligations prévus par la Loi, le pouvoir de réaliser les actifs, de payer les créanciers et de distribuer aux Associés, en espèces ou en nature, tout ou partie des avoirs restant de la Société (qu'ils soient constitués de biens identiques ou non).

Que le Liquidateur a le pouvoir de payer intégralement toutes les classes de créanciers et de procéder à tout compromis ou arrangement avec des créanciers ou des personnes déclarant être créancières, ou ayant ou alléguant avoir une créance présente ou future, certaine ou éventuelle, établie ou probable, de dommages et intérêts contre la Société, ou par laquelle la Société peut être tenue responsable.

Que le Liquidateur a le pouvoir de demander aux Associés ou à d'autres débiteurs qu'il paie les sommes qu'il s'engage à verser ou à la Société et d'obtenir le paiement des sommes dues.

Que le Liquidateur a le pouvoir de payer les sommes dues aux créanciers lorsque ces sommes n'ont pas été payées.

Que le Liquidateur a le pouvoir de prendre tous les mesures nécessaires afin de mettre la Société en conformité avec la législation luxembourgeoise. Cela comprend, mais sans s'y limiter, le dépôt des déclarations fiscales et le paiement des impôts et les cotisations jusqu'à l'année de clôture de la liquidation.

Que le Liquidateur a le pouvoir de terminer tout contrat ou engagement en cours et de conclure des accords avec des fournisseurs aux fins de liquidation.

Que le Liquidateur a le pouvoir de transférer, sous-contracter ou déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs.

Que le Liquidateur a le pouvoir de mener des missions accessoires qui peuvent être nécessaires et utiles aux fins de liquidation.

Que le Liquidateur a le pouvoir de prendre toute mesure conservatoire ou toute mesure administrative dans le cadre de la liquidation de la Société.

Que le Liquidateur peut convoquer une assemblée générale de la Société à son siège social ou à tout autre endroit approprié dans le Grand-duché.

Que le Liquidateur fera un rapport à l'assemblée générale sur l'utilisation des actifs de la Société et présentera la comptabilité et documents d'appui, afin de maintenir la documentation comptable et de préparer les comptes de liquidation conformément avec les exigences légales et réglementaires. Il sélectionnera et appliquera les méthodes comptables applicables. Cela comprend aussi fidèlement la déclaration des opérations de liquidation dans le rapport de liquidation conformément à la liquidation des comptes selon l'article 151 de la Loi.

Que le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la Loi, y compris ceux détaillés dans l'article 145 de la Loi.

En conséquence, aucune autorisation supplémentaire pour accomplir les actions prévues à l'article 145 de la Loi ne sera nécessaire.

Que le Liquidateur, sans préjudice des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires, payera toutes les dettes de la Société, proportionnellement et sans distinction entre les dettes exigibles et les dettes non exigibles, en conformité avec l'article 147 de la Loi.

Qu'il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Que le Liquidateur suggérera l'achèvement de la liquidation et le paiement final aux Associés, si besoin, conformément à l'article 151 de la Loi.

Que le Liquidateur s'assurera que les informations relatives à l'accomplissement de la procédure de liquidation seront publiées et veillera à ce que les mesures requises soient prises afin de clôturer la liquidation.

Troisième résolution

Les Associés de la Société décident d'octroyer pleine et entière décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Pétange, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant le présent acte original.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31582. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016067573/178.

(160029852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Made2trade, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy vu Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 203.952.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the third of February.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

Mrs Olga DEBARNOT, born in Moscow, on September 8, 1981, residing at L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy vu Letzebuerg.

The appearer announced the formation of a company with limited liability ("société à responsabilité limitée"), governed by the relevant law and the present articles.

Art. 1. There is formed by those present between the parties noted above and all persons and entities who may become partners in future, a company with limited liability which will be governed by law pertaining to such an entity as well as by present articles.

Art. 2. The object of the corporation is the trade of any products, except those products underlying regulated activities; the corporation may also render any services related to its purpose.

The corporation may carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property, which it may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The company has been formed for an unlimited period.

Art. 4. The company will assume the name of "Made2trade", a company with limited liability.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners.

Art. 6. The company's corporate capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euros) represented by 125 (one hundred and twenty-five) shares of EUR 100.- (one hundred euros) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time under the conditions specified by article 199 of the law covering companies.

Art. 8. Each share gives rights to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The transfer of shares is stated in notarial deed or by private deed. They are made in compliance with the legal dispositions.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the partners will not bring the company to an end.

Art. 11. Neither creditors nor heirs may for any reason create a charge on the assets or documents of the company.

Art. 12. The company is administered by one or several managers, not necessarily partners, appointed by the partners.

Except if otherwise provided by the general meeting of partners, in dealing with third parties the manager or managers have extensive powers to act in the name of the company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the company's object.

Art. 13. The manager or managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are simple authorised agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 14. Each partner may take part in collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Each partner may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 15. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half the share capital. However, resolutions to alter the articles and particularly to liquidate the company may only be carried by a majority of partners owning three quarters of the company's share capital.

If the Company has only one partner, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

Art. 16. The company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 17. Each year on the thirty-first of December, the books are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the company's assets and liabilities.

Art. 18. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the company's registered office.

Art. 19. The receipts stated in the annual inventory, after deduction of general expenses and amortisation represent the net profit.

Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the partners.

Art. 20. At the time of the winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who will fix their powers and remuneration.

Art. 21. The partners will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in the articles. The undersigned notary states that the specific conditions of article 183 of company act law (Companies Act of 18.9.33) are satisfied.

Transitory Disposition

The first financial year commences this day and ends on the thirty-first of December two thousand and sixteen.

Subscription and payment

The 125 (one hundred and twenty-five) shares are subscribed by the sole partner Mrs Olga DEBARNOT, prenamed.

The shares thus subscribed have been paid up by a contribution in cash of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euros) as has been proved to the undersigned notary.

Estimate of costs

The costs and expenses in relation with the present deed are estimated at approximately EUR 1,200.-

Resolutions of the sole shareholder

The shareholder has taken the following decisions.

1) Is appointed as manager of the company for an undetermined period:

Mrs Olga DEBARNOT, prenamed.

The corporation will be bound by the sole signature of the manager.

2) The registered office is established in L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy vu Letzebuerg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le trois février.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Madame Olga DEBARNOT, née à Moscou, le 8 septembre 1981, demeurant à L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy vu Letzebuerg.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le négoce de tous produits, à l'exclusion des produits rentrant dans le cadre des activités réglementées; elle a également pour objet toutes prestations de services en relation avec son objet social.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «Made2Trade», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée des associés.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire ou autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 17. Chaque année, le trente et décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 20. Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales. Le notaire soussigné constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 18 septembre 1933 sont remplies.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille seize.

Souscription et libération

Les 125 (cent vingt-cinq) arts ont été souscrites par l'associé unique Madame Olga DEBARNOT, prénommée.

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros), ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société à raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de EUR 1.200.-.

Décisions de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée:

Madame Olga DEBARNOT, prénommée.

La Société est engagée par le signature individuelle du gérant.

2. Le siège social est fixé à L-1933 Luxembourg, 41, rue Siggy Vu Letzebuerg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par le présent acte qu'à la requête des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. DEBARNOT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 8 février 2016. Relation: ILAC/2016/4394. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 février 2016.

Référence de publication: 2016067473/166.

(160030029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Errimo S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 204.072.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fifteenth day of February.

Before Us Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Rompert NACHMIAS, manager, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Luxembourg),

duly represented by Mr Max MAYER, private employee, residing professionally at 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, by virtue of two proxies given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder representing the incorporator and by the notary, will remain attached to the present deed and will be filed together with it with the registration authorities.

The appearing person, represented as here above stated, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") of private assets management family governed by the relevant laws, specially the law of May 11th, 2007 about the creation of a family private assets management company, and the present articles:

Title I. Form - Name - Duration - Registered office - Corporate Object

Art. 1. There is hereby formed a private limited liability company under the name of "ERRIMO SARL SPF", société de gestion de patrimoine familial -SPF (hereinafter the "Company") which will be governed by Luxembourg laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended and by the present Articles of Incorporation, and the law of May 11th, 2007 about the creation of a family private assets management company.

Art. 2. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the sole manager or the board of managers.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the nationality of the Company. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 4. The purpose of the Company is the acquisition, the holding, the management and the achievement of financial assets.

By financial assets it is advisable to understand:

(1) financial instruments to the direction of the law of August 5th, 2005 on the contracts of financial guarantee that is any transferable securities and the other securities, including particularly the shares and the other securities comparable to shares, the shares of companies and undertakings for collective investment, the bonds and the other debt securities, warehouse warrants, receipts and commercial papers; the securities conferring the right to acquire shares, bonds or other securities by subscription, by purchase or by exchange; the forward financial instruments and the securities giving place to a settlement in cash (with the exception of currencies), including the instruments of the money market; all other representative securities of rights of property, debt or transferable securities; all the relative instruments to financial underlying, to indications, to raw materials, to precious substances, to foodstuffs, metals or goods, to others possessions or risks; the debts relative to the various elements enumerated above or rights on or relative to these various elements, that these financial instruments are realized or dematerialized, exchangeable by registration in account or tradition, bearer or name specific, endorsable or non-endorsable and whatever is the law which is applicable to them;

and (ii) the cash and the assets whatever nature it is held in account.

The Company is not entitled to exercise any commercial activity.

The Company will reserve its shares to natural persons acting in the framework of the management of their private assets, or to entity acting exclusively in the interest of the private assets of one or several natural persons, or to intermediaries acting on behalf of such investors.

The Company is not authorized to interfere in the management of a company in which it holds a participation.

The securities emitted by the Company cannot be the object of a public investment or be allowed for the quotation of a stock exchange.

The Company shall take all necessary precaution to save its rights and may carry out any operation or transaction which it considers necessary or incidental to the accomplishment and development of its corporate object, to the largest extend permitted under the law date May 11, 2007 regarding the Family Private Assets Management Company.

Title II. Capital - Units

Art. 5. The subscribed corporate capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Title III. General Meetings of Members

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the Company shall represent the entire body of members of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by the simple majority of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by a majority of members representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may also change the nationality of the Company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 7. Each unit is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The Company will recognize only one holder per unit; in case a unit is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that unit until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor.

Each unit gives right to one fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of units in existence.

Art. 8. If the Company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member, which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the Company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing.

Nevertheless, this latter provision is not applicable to current operations entered into under normal conditions.

Title IV. Units

Art. 9. If the Company has at least two members, the units are freely transferable between the members.

The unit transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the Company's capital.

In the case of the death of a member the unit transfer to non-members is subject to the consent of owners of units representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the units are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one or more of the members will not put an end to the Company.

Art. 11. The creditors or legal successors of the members may neither, for whatever reason, affix seal on the assets or documents of the Company, nor interfere in any manner in the management of the Company.

Title V. Management and supervision

Art. 12. The Company shall be managed by one or several managers, who need not be members of the Company.

The manager(s) is/are appointed and removed by a decision of the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates.

The manager(s) may be freely dismissed at any time.

Art. 13. The board of managers may choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing by letter, telefax or email of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by letter, telefax or email another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing or by letter, telefax or email.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions voted at the managers' meetings.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. The sole manager/board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition on behalf of the Company in its interests.

All powers not expressly reserved by law to the general meeting of members fall within the competence of the sole manager/board of managers.

The sole manager/board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, with prior consent of the general meeting of members, to any manager or managers of the board, to any attorney-in-fact or to any committee (the members of which need not to be managers) deliberating under such terms and with such powers as the manager/board of managers shall determine. The manager/board of managers may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be manager, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their emoluments.

Art. 16. The Company will be bound by the sole signature of the single manager or the joint signature of two managers in case of plurality of managers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the manager(s) is/are not held personally responsible for the obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the correct performance of their duties.

Title VI. Accounts

Art. 18. The accounting year of the Company shall begin on January first and shall terminate on December thirty-first of each year.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the manager/ board of managers as at the end of each financial year and will be at the disposal of the members at the registered office of the Company. Each member may inspect at any time the annual accounts and in general the books of the Company at the registered office of the Company. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the Company.

Out of the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be placed into the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched.

The general meeting of members, upon recommendation of the manager / board of managers, will determine by vote how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the manager / board of managers.
2. These accounts show a profit including profits carried forward.
3. The decision to pay interim dividends is taken by the manager / board of managers.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 20. The financial statements of the Company may be audited by one or several independent auditors. The general meeting of members shall decide on the opportunity to appoint one or several independent auditor(s), and shall determine their number, remuneration and term of office.

Title VII. Winding up - Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

When the liquidation is closed, the assets of the Company will be distributed to the members proportionally to the units they are holding.

Art. 22. Any litigation which might occur, either between the members themselves or between the manager(s) and the Company, will be settled, insofar as the business of the Company is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Art. 23. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies and amendments thereto and the law of May eleven, two thousand and seven about the creation of a family private assets management company.

Transitory provision

The Company's first financial year shall begin today and shall end on December 31, 2016.

Subscription

All the shares have been entirely subscribed by the before mentioned sole shareholder namely Mr Rompert NACHMIAS.

All the shares have been fully paid up by a contribution in cash so that of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) together with a share premium of total amount of one hundred eighty-seven thousand five hundred euro (EUR 187,500.-), so that the total amount of two hundred thousand euro (EUR 200,000.-) is as of now at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,000.-.

Resolutions of the shareholder

The prenamed shareholder, represented as here above stated, representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

- 1) The registered office of the Company is set at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg;
- 2) The number of managers is fixed at 1 (one).
- 3) The following person has been appointed as sole manager:

- Mr Rompert NACHMIAS, manager, born on 21 January 1966 in Athens (Greece), residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Luxembourg).

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the said proxyholder together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le quinze février.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Rompert NACHMIAS, gérant, résidant professionnellement à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Luxembourg),

dûment représenté par Mr Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à 3, route de Luxembourg, L-6130 Junglinster, en vertu de deux procurations sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme ci-avant indiqué, a requis le notaire d'arrêter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée de gestion de patrimoine familial régie par les lois y relatives, notamment la loi du onze mai deux mil sept relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, et les présents statuts:

Titre I^{er} . Nom - Durée - Siège social - Objet social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous le nom de "ERRIMO SARL SPF", société de gestion de patrimoine familial (ciaprès la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la

loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée ainsi que par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, et les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses associés. Des succursales ou d'autres bureaux pourront être établis à Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du conseil de gérance.

Si des événements d'ordre politique, économique ou social sont intervenus ou sont imminents et de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la facilité de communication entre ce siège et les personnes à l'étranger, telles que définis par la gérance de la Société, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social restera une société luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires de transfert du siège social seront prises et notifiées à toute partie intéressée par la gérance de la Société.

Art. 4. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers.

Par actifs financiers il convient d'entendre:

(1) instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière c'est-à-dire toutes valeurs mobilières et autres titres, y compris notamment les actions et les autres titres assimilables à des actions, les parts de sociétés et d'organismes de placement collectif, les obligations et les autres titres de créance, les certificats de dépôt, bons de caisse et les effets de commerce; les titres conférant le droit d'acquérir des actions, obligations ou autres titres par voie de souscription, d'achat ou d'échange; les instruments financiers à terme et les titres donnant lieu à un règlement en espèces (à l'exclusion des instruments de paiement), y compris les instruments du marché monétaire; tous autres titres représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières; tous les instruments relatifs à des sous-jacents financiers, à des indices, à des matières premières, à des matières précieuses, à des denrées, métaux ou marchandises, à d'autres biens ou risques; les créances relatives aux différents éléments énumérés supra ou les droits sur ou relatifs à ces différents éléments, que ces instruments financiers soient matérialisés ou dématérialisés, transmissibles par inscription en compte ou tradition, au porteur ou nominatifs, endossables ou non-endossables et quel que soit le droit qui leur est applicable; et

(ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est pas autorisée à exercer une activité commerciale.

La Société réservera ses actions à des personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, ou à des entités patrimoniales agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou plusieurs personnes physiques, ou à des intermédiaires agissant pour le compte des investisseurs précités.

La Société n'est pas autorisée à s'immiscer dans la gestion d'une société dans laquelle elle détient une participation.

Les titres émis par la Société ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeurs.

La Société prendra toute précaution nécessaire pour sauvegarder ses droits et pourra faire toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou annexe à l'accomplissement ou au développement de son objet social, dans les limites permises par la loi du 11 mai 2007 relative à la société de gestion de patrimoine familial.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Titre III. Assemblées Générales des Associés

Art. 6. Toute assemblée des associés de la Société régulièrement constituée représentera l'intégralité des associés de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour décider, réaliser ou ratifier tous les actes en relation avec les activités de la Société.

Sauf disposition légale contraire, les résolutions prises lors d'une assemblée des associés régulièrement convoquée seront adoptées à la majorité simple des associés présents et prenant part au vote.

Le capital social et les autres dispositions des présents statuts pourront, à tout moment, être modifiés par l'associé unique ou par une majorité des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital. Les associés pourront changer la nationalité de la Société par une décision prise à l'unanimité.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés, et s'ils constatent qu'ils ont été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société ne reconnaîtra qu'un titulaire par part; lorsqu'une part sera détenue par plus d'une personne, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne/entité ait été désignée

comme le seul propriétaire vis-à-vis de la Société. La même chose s'applique en cas de conflit entre l'usufruitier et le nu propriétaire ou entre un débiteur dont la dette est gagée et son créancier.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs de l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le cadre du premier paragraphe seront inscrites dans un procès-verbal ou prises par écrit.

De plus, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui seront documentés sur un procès-verbal ou établis par écrit. Néanmoins, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales

Titre IV. Capital social - Parts sociales

Art. 9. Si la Société a au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

En cas de pluralité d'associés, le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément des associés donné en assemblée générale des associés représentant au moins trois-quarts (3/4) du capital de la Société.

En cas de décès d'un associé, le transfert de parts sociales à des non-associés est soumis à l'agrément des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des droits détenus par les associés survivants. Dans ce cas toutefois, l'approbation n'est pas requise si les parts sociales sont transmises soit aux héritiers ayant droit à la réserve légale, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la banqueroute ou la faillite de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettra pas fin à l'existence de la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre V. Gérance

Art. 12. La Société sera administrée par un ou plusieurs gérants, le(s) gérant(s) n'a/n'ont pas besoin d'être associé(s).

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés qui définira leurs pouvoirs, leur rémunération et la durée de leurs mandats.

Le(s) gérant(s) peuvent être révoqués librement à tout moment.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera responsable des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées d'associés.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou d'un gérant, au lieu indiqué dans la convocation à l'assemblée.

Une convocation écrite ou verbale de toute réunion du conseil de gérance devra être adressée à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure fixée pour la réunion, excepté en circonstances d'urgence auquel cas la nature de ces circonstances devra être mentionnée dans la convocation à l'assemblée. Il pourra être renoncée à cette convocation par l'accord écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou par e-mail de tout gérant. Une convocation séparée ne sera pas requise pour des réunions individuelles tenues aux heures et lieux prescrits dans un programme préalablement adopté par une résolution du conseil de gérance.

Tout gérant pourra prendre part à une réunion du conseil de gérance en nommant en tant que mandataire un autre gérant par écrit par lettre, télécopie ou par e-mail.

Les votes pourront également être effectués par écrit par lettre, télécopie ou par e-mail.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Les résolutions prises par écrit, approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que des résolutions votées lors des réunions des gérants.

Art. 14. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance devront être signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui présidera une telle réunion.

Des copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion devront être signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 15. Le gérant unique /le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser tous les actes d'administration et de disposition pour le compte et dans l'intérêt de la Société.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi à l'assemblée générale des associés seront de la compétence du conseil de gérance.

Le gérant unique /le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de diriger la gestion journalière et les affaires de la Société ainsi que la représentation de la Société pour une telle gestion et de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à tout comité (dont les membres n'auront pas à être gérants), délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Le gérant unique /le conseil de gérance pourra également confier tous les pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, qui ne devra pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 16. La Société sera engagée par la signature individuelle du gérant unique ou par la signature conjointe de deux gérants en cas de pluralité de gérants.

Art. 17. Dans l'exécution de leur mandat, le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas personnellement responsables des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils seront responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Titre VI. Comptes

Art. 18. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Les comptes annuels préparés par le gérant unique /le conseil de gérance à la fin de chaque exercice social et seront à la disposition des associés au siège social de la Société.

Art. 20. Les comptes annuels seront ensuite soumis à l'assemblée générale annuelle des associés. Chaque membre peut inspecter à tout moment les comptes annuels et en général les livres de la Société au siège social de la Société.

L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses générales, les charges sociales, les amortissements et provisions, constituera le bénéfice net de la Société.

Chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sera affecté au compte de la réserve légale de la Société. Cette déduction cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société, cependant sera repris jusqu'à la reconstitution complète de la réserve, si à un moment donné et pour n'importe quelle raison on l'a touchée.

Le solde du bénéfice net sera affecté par une résolution de l'assemblée générale après recommandation du gérant unique /le conseil de gérance, qui pourra décider comment les bénéfices nets annuels seront affectés:

1. les comptes provisoires sont établis par le gérant unique /le conseil de gérance.
2. Ces comptes montrent un bénéfice incluant des reports en avant de profits.
3. La décision de payer des acomptes sur dividendes est prise par le gérant unique /le conseil de gérance.
4. Le paiement est fait une fois que la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Art. 21. Les déclarations financières de la Société pourront être vérifiées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de l'opportunité de nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes et peut déterminer leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat.

Titre VII. Dissolution - Liquidation

Art. 22. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui pourront être des personnes physiques ou morales), nommés par l'assemblée générale des associés décidant la dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement aux parts qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée ainsi que la loi du onze mai deux mil sept relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et Paiement

La totalité des parts sociales a été souscrite par l'associé unique Monsieur Rompert NACHMIAS.

Le capital a été intégralement libéré par un apport en numéraire pour un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) ensemble avec une prime d'émission de cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (187.500,-EUR), de sorte que la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société ce dont il a été justifié au notaire, qui le confirme expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant déclare par la présente avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément que ces conditions sont remplies.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges de toute forme incombant à la Société suite à cet acte sont estimées approximativement à 2.000,- EUR.

Résolutions de l'associé unique

L'associé unique, représenté comme ci-avant indiqué, représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris immédiatement les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social de la Société est fixé au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.
- 2) Le nombre de gérants est fixé à un (1),
- 3) La personne suivante a été nommée à la fonction de gérant unique:
 - Monsieur Rompert NACHMIAS, entrepreneur né le 21 janvier 1966 à Athènes (Grèce), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg (Luxembourg),

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête du comparant sus-nommé, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 18 février 2016. Relation GAC/2016/1197. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016069800/403.

(160033317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2016.

Kinetek Luxco GP S.à r.l. & Partners S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 121.738.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2016.

Référence de publication: 2016082907/10.

(160049719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Kemaba Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 111.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016082917/10.

(160050129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Maycon, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 1, rue de l'Etang.

R.C.S. Luxembourg B 154.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016082994/10.

(160049497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Segeste S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 179.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mars 2016.

Référence de publication: 2016083128/10.

(160049885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Tyson Global Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 146.762.

Les comptes annuels abrégés au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083213/10.

(160049816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

ULB Consult, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 145.741.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016083245/10.

(160050084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Vélizy Rose Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 157.048.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016083254/10.

(160049535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mars 2016.

Top Gérances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4470 Soleuvre, 2, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 112.297.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA - Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2016084531/12.

(160051662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.
